

6 Société et Culture

26e Journée mondiale de la liberté de la presse/Festivités à la Maison Georges Rawiri, hier
Le rôle des médias dans le rayonnement de la démocratie

Photo : DR

Pr Anaclef Ndong Ngoua (d) et Georice Madebe donnant leurs conférences.



Photo : DR

L'assistance suivant les communications à la Maison Georges Rawiri.



Photo : DR

Photo souvenir autour du ministre Guy-Maixant Mamiaka et du coordonnateur résident du Système des Nations unies, Stephen Jackson.

Frédéric Serge LONG
Libreville/Gabon

Les différentes communications livrées à cet effet ont posé cette problématique, en s'interrogeant par la même occasion, sur la nécessaire adaptation des organes d'information à l'émergence des réseaux sociaux.

AMORCEES le jeudi 2 mai par de séances de sensibilisation aux métiers de la communication à l'Institut national de la poste et des technologies de l'informa-

tion et de la communication (Inptic) et au Lycée national Léon Mba, par la signature d'une convention de partenariat entre l'Agence gabonaise de presse (AGP) et Sitimobile, le discours télévisé du ministre de tutelle, Guy-Maixant Mamiaka, et une table ronde sur Gabon 1ère, les festivités de la 26e journée mondiale de la liberté de la presse se sont poursuivies hier à la Maison Georges Rawiri, siège de Gabon télévisions. Avec le soutien du ministère de la Communication et de l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la cul-

ture (Unesco). C'était au cours d'une cérémonie solennelle à laquelle prenaient part non seulement les professionnels de l'information et de la communication, mais aussi les officiels tels que le coordonnateur résident du Système des Nations unies au Gabon, Stephen Jackson, et le ministre de tutelle.

Plusieurs communications ont été livrées à cet effet, ouvrant le débat sur la thématique de cette journée, à savoir "Les médias, la démocratie et la paix", et s'interrogeant par la même

occasion sur la nécessaire adaptation des organes d'information à l'émergence des réseaux sociaux. « Les journalistes, à travers la presse écrite, la radio et la télévision, ont un rôle à jouer pour rehausser la culture démocratique au Gabon, et amener les politiques à se familiariser avec la critique constructive, et de ne pas systématiquement considérer la presse comme un obstacle pour atteindre leurs ambitions », a déclaré Antoine Nkolo Lawson, au nom des professionnels des médias. Ceci passe, a-t-il précisé,

par l'amélioration des conditions de vie et de travail, la revue à la hausse des salaires, l'accès équitable des organes de presse au marché de la publicité, et même par leur nécessaire adaptation à l'émergence des réseaux sociaux (Facebook, Twitter, etc.). Mais encore faut-il que le journaliste responsable se donne la peine de recouper les sources et de mener des enquêtes pour la véracité de l'information qu'il livre à son public. À ce sujet, les trois communications de la journée

ont apporté beaucoup de lumière aux uns et aux autres. Notamment, celles du Pr Georice Berthin Madebe sur le thème "Comment l'ère du numérique affecte les communications électorales ?", du Pr Anaclef Ndong Ngoua sur "De nouvelles tentatives d'ébranler le rôle des médias dans les sociétés démocratiques : discréditer le journaliste professionnel et suspendre l'accès à internet", et de Marc Ulrich Malekou face à "L'apport des médias à une culture de paix durable et de démocratie".

Les réseaux sociaux sont-ils les ennemis des médias d'information ?

F.S.L.
Libreville/Gabon

À l'origine de nombreux bouleversements dans le quotidien des consommateurs, les plateformes numériques sont devenues incontournables. Si certains journaux traditionnels résistent

encore à leur montée en puissance en Occident, ce n'est malheureusement pas le cas en Afrique, où les tabloïds et organes de presse rencontrent d'énormes difficultés en terme de vente. Pour autant, doivent-ils être considérés comme ennemis des médias d'information ? 44% de journalistes le pensent, en raison de leur instanta-

néité et du caractère sélectif, précis et concis dans la transmission de l'information. Toutefois, pense Pr Anaclef Ndong Ngoua, enseignant-chercheur, la vocation des médias traditionnels reste la même : servir d'interface entre les États et les sociétés civiles comme espaces de paroles et de circulation d'idées.

L'époque du multimédia est là. C'est un processus déjà enclenché. Tel un vin tiré, il faut le boire. Loin donc d'être considérés comme des ennemis des médias d'information, les réseaux sociaux doivent être vus comme des sources à soumettre aux règles strictes de la vérification et de la confrontation. Pour cela, Pr Anaclef Ndong Ngoua

pense qu'une meilleure adaptation des organes de presse traditionnels nécessite, entre autres, d'approfondir les dossiers sur l'actualité, de revisiter l'offre pour la coller aux besoins des usagers, d'investir dans le numérique en s'appropriant la palette de produits et en marquant la présence sur les réseaux sociaux, de réformer les

rédactions dans leur chaîne de travail, de développer tous les supports, d'avoir recours à des logiciels de pointe, et d'offrir de nouveaux programmes spécifiques aux supports mobiles. En somme, il s'agit, face à cela, de développer une qualité de service maximale et capacité de réaction/adaptation sans faille et instantanée.

Transports terrestres/Face aux contrôles routiers abusifs et au phénomène du racket
Le ministre d'État à l'Intérieur rassureAbel EYEGHE EKORE
Libreville/Gabon

APRÈS sa rencontre avec le ministre des Transports mardi dernier, la Coalition des syndicats des transporteurs terrestres, qui envisageait de lancer une grève de 5 jours à compter de lundi prochain, a été reçue, hier, par le ministre d'État à l'Intérieur, Lambert Noël Matha.

Occasion pour les deux parties d'échanger sur le contenu de la requête transmise au patron de la Police. Notamment, sur les contrôles routiers intempestifs et le phénomène de racket. A ce sujet le ministre d'État Matha a été rassurant à l'endroit des transporteurs : « Depuis le



Photo : Abel Eyeghe

Le ministre d'État à l'Intérieur, Lambert Noël Matha, et sa déléguée Patricia Taye, durant la rencontre hier...

mois d'avril par exemple, vous avez dû remarquer des agents de police qui arboient un gilet. Il s'agit là, de commencer à fidéliser les Gabonais sur la régularité et les actions qui sont posées par nos agents. Et il y a plusieurs autres actions qui

sont menées en interne. On ne peut se permettre, dans un État, d'observer un arrêt en matière de transport urbain. C'est une question primordiale. Chaque matin, lorsque nous nous levons pour aller travailler, nous empruntons un taxi. C'est



Photo : Abel Eyeghe

...avec les transporteurs des communes de Libreville, Akanda et Owendo.

donc dans cette mesure que nous avons réagi», a-t-il confié. Jean-Robert Menie, le président de la Coalition, satisfait de cette rencontre, a expliqué au sortir de cette rencontre : « en réponse à nos doléances, deux déci-

sions ont été prises. En ce qui concerne le racket, c'est-à-dire les points de péage que nous avons dénoncés, le ministre d'Etat a demandé qu'il soit mis fin à ces points de péage. Une communication sera faite là-dessus par voie officielle.

La deuxième grande décision a été la mise en place d'un espace d'échanges permanent entre les syndicats de la coalition, le ministère de l'Intérieur et le Commandement en chef des Forces de police nationale. Ce cadre va permettre de scruter l'horizon, de scruter la situation et de répondre de manière régulière aux problèmes qui se posent, sans attendre qu'on arrive à ce genre de fâcheuses situations, pour que des solutions soient trouvées», a indiqué à la presse le porte-parole des transporteurs. C'est donc au cours de l'assemblée générale qui se déroule ce samedi matin que la décision sera prise par la Coalition, sur la suite à donner au mouvement qui devait débiter lundi prochain.